

L'ELIMINATION

Par PIERRE BIBARD

L'ETUDIANT qui entre en faculté en octobre 1963 ne ressemble plus exactement à l'image traditionnelle et folklorique qu'on lui attribue. Il vient à la faculté pour travailler, désireux d'acquérir une qualification et de trouver ensuite ce que sa famille appelle une « situation ». Pendant ses années d'université il aura des modes et des lieux de vie qui vont le particulariser socialement : logement en cité, restaurant universitaire, café. C'est souvent à ces signes extérieurs d'estudiantisme que se réfère l'opinion publique. Mais en réalité il est étudiant parce qu'il entre dans un système complexe — administration, professeurs, locaux universitaires — dans lequel il va exercer un travail. Les informations qu'il tente de recueillir sont contradictoires, souvent peu précises : « L'effort de l'Etat, qui ne cesse d'augmenter depuis cinq ans et progressera encore, est immense. Il commence à porter ses fruits » (M. Fouchet, ministre de l'éducation nationale), mais aussi : « Le Syndicat national de l'enseignement supérieur... conteste que les constructions nouvelles de facultés et de laboratoires puissent accueillir le nombre fantastiquement exagéré de quarante-deux mille étudiants. » La connaissance de quelques pourcentages d'échecs, les photos d'amphithéâtres bondés, des lectures sur la faiblesse numérique de l'encadrement, le problème des débouchés, vont lui donner une idée pessimiste de la situation. Et pourtant il s'apercevra que l'université fonctionne quand même, accueille des étudiants, leur dispense un enseignement, leur attribue des diplômes.

Comment ? Où sont les carences immédiatement ressenties, les carences objectives ? Quelles solutions propose le syndicat étudiant ? C'est ce que nous allons tenter de préciser.

L'orientation et les structures

Prenons un groupe d'étudiants, arrivant dans une ville universitaire. Des entraves strictement matérielles — logement, transport, nourriture — peuvent s'opposer à la poursuite de leurs études. Un certain nombre seront obligés de travailler en dehors de l'université pour subvenir à leurs besoins. Mal logés, ou trop éloignés

de la faculté, beaucoup sont rapidement découragés au départ.

La multiplicité des choix, l'augmentation du nombre des disciplines, ne permettent plus à un bachelier de s'orienter valablement. Si l'on considère le cas d'un étudiant de Lyon, il trouve :

- Cinq facultés : droit, pharmacie ;
- Des instituts d'université : de la psychologie aux études rhodaniennes ;
- Des instituts de faculté : depuis le notariat jusqu'à l'hydrologie thérapeutique et la climatologie ;
- Des Grandes Ecoles : I.N.S.A., Chimie, « L », Vêto, Centrale, Tissage, Tannerie, Dentaire, E.C.A.N. ;
- Des écoles diverses : Beaux-Arts, Ecole de service de santé militaire ;
- Des classes préparatoires aux Grandes Ecoles.

Par ailleurs, il y a des établissements d'enseignement supérieur dans l'académie de Lyon à l'extérieur de l'agglomération lyonnaise.

Ce labyrinthe rend impossible de réelles orientations. Quand on sait, d'autre part, que les organismes spécialisés sont assez déficients et que l'équipement statistique est insuffisant pour fournir des renseignements précis sur l'évolution de l'emploi, on voit que les risques de se fourvoyer sont assez grands. De plus, les rapports entre les différentes disciplines sont peu organisés, les possibilités de recyclage, de changement d'orientation très limitées. Dans cet imbroglio, il est raisonnable de penser qu'un second groupe d'étudiants va être perdu.

Les conditions matérielles

Imaginons que les rescapés entrent dans une faculté. Il leur faudra encore choisir : une licence, les certificats à passer, l'ordre dans lequel les passer. Le manque d'informations et de contacts avec les professeurs rend le choix aléatoire. Après quelques tracasseries administratives — attente au secrétariat de la faculté, dossiers, paiement des droits, — nos étudiants peuvent enfin... aller se faire inscrire. En effet, ils ont encore à prendre contact avec le personnel enseignant pour savoir à quelles séances ils assisteront, s'inscrire aux groupes de travaux pratiques, de travaux dirigés, de colles ! Après avoir apprécié le sens commercial des édi-

teurs de manuels, sacrifié à quelques menus frais de papeterie, notre groupe — quelque peu restreint — pourra se retrouver en situation d'étudiant... s'il a trouvé une place dans l'amphithéâtre et un professeur pour assurer l'enseignement. C'est un premier aspect du travail universitaire : « Il n'y a pas assez de places dans les amphithéâtres. Il faut arriver longtemps à l'avance ou bien être assis n'importe où : sans possibilité de prendre correctement des notes. » (1)

Le degré de la crise des locaux varie fort d'une discipline à l'autre. Il est criant dans les facultés de lettres. La qualité même de ces locaux n'est pas toujours satisfaisante tant pour leur implantation que pour les conceptions architecturales qui ont présidé à leur élaboration. La crise du personnel enseignant touche plus uniformément les facultés. Les chiffres globaux nationaux peuvent rester fallacieux : les étudiants du troisième cycle bénéficient parfois d'un encadrement beaucoup plus fourni et les moyennes pour une faculté peuvent paraître raisonnables, alors qu'on rencontre en propédeutique des cas criants de sous-encadrement. Il s'ensuit une dégradation des conditions de l'enseignement, un pourcentage d'échecs accentué, une dévalorisation de la fonction enseignante.

Les conditions de travail

A l'intérieur de l'amphithéâtre, en face du professeur, que se passe-t-il ? Nous allons essayer de dégager un certain nombre de caractéristiques du travail universitaire. L'enquête de Mme Hautmont révèle que les étudiants ressentent fortement les incohérences des horaires : « L'horaire des cours est souvent mal conçu avec des heures perdues au milieu des cours pendant lesquelles on ne sait où aller ; les bibliothèques sont bondées en général, alors on se rabat dans un café, et c'est idiot parce que l'on ne peut pas travailler dans un café » (1). Les critères d'organisation des horaires sont le plus souvent administratifs (occupation des locaux, emploi des professeurs), rarement pédagogiques. Il n'y a jamais eu encore de travail sérieux pour fixer la durée optimale d'un cours en fonction des capacités d'attention des étudiants.

Partout le cours magistral théori-

que est dispensé à tous les étudiants quel que soit leur nombre. Dans ces conditions l'étudiant subit le cours sans avoir la possibilité d'y participer. D'ailleurs une discussion entre un professeur, même plein de bonne volonté, et cinq cents étudiants peut difficilement être fructueuse : « Du jour au lendemain on se retrouve avec un gars qui baratine pendant une heure et qui s'en va, qu'on ne connaît pas, qui ne nous connaît pas, à qui l'on n'est rien, qui fait son cours. » (1)

Des efforts ont été faits pour enseigner dans des groupes restreints, par les travaux pratiques et les travaux dirigés. Mais la conception et le programme de ces travaux pratiques sont le plus souvent aberrants. Bien souvent, ils se veulent simple démonstration expérimentale du cours. C'est la conception du secondaire ; elle s'inscrit dans la ligne de la réalisation d'une culture scientifique, technique ou littéraire. Dans ce cas, les instruments qui sont mis à la disposition des étudiants sont souvent désuets. Ce type de pratique ne forme même pas l'intelligence expérimentale. En effet, le système d'organisation amène l'étudiant à manipuler un appareil qu'il ne connaîtra vraiment que six mois plus tard. Dans ces conditions, il ne s'agit plus que d'obtenir par tous les moyens les bons résultats : mimétisme, « truandage », servilité. Resterait une autre conception : celle de l'initiation technique à un appareillage donné, à une technique actuelle. Elle est modeste et critiquable dans son propos, elle n'est pas toujours réalisée faute de crédits.

Il existe aussi des exposés et des devoirs. L'exposé devrait être à la fois un moyen de connaissance et une mise en pratique de la méthodologie acquise. Le devoir est davantage un apprentissage de techniques et un moyen de vérifications, mais cette conception s'est trouvée poussée à l'extrême aujourd'hui et cela finit souvent par devenir un jeu absurde. Le devoir ne mesure plus guère que l'adaptabilité individuelle au sein d'un système donné. Il y a donc là toute une réflexion, un effort conjoint du professorat et des étudiants qui peut devenir très positif.

Le cours exclusivement oral, auquel beaucoup de professeurs sont attachés, n'est absolument plus adapté aux exigences contemporaines de la formation des étudiants. La routine prédomine le plus souvent. Le cours se déroule en monologue fastidieux. L'effort de notation nuit à l'effort de compréhension qui devrait être beaucoup plus important. L'étudiant peut se référer aux photocopies, mais ceux-ci sont souvent considérés comme

complément au cours oral, ils ne varient pas souvent d'une année à l'autre. Le fait qu'ils soient payants n'est pas très démocratique et prouve que leur rôle n'est pas encore reconnu dans l'enseignement supérieur. Nous discernons dans ces différents aspects une grave menace pour l'enseignement supérieur : la secondarisation progressive. Secondarisation dans la mesure où les étudiants sont menés de plus en plus passivement aux connaissances techniques, à coups d'exercices, par un travail pré-digéré, et de plus en plus incapables d'initiatives et d'esprit critique.

Caractéristiques du travail universitaire

Nous pouvons dégager quelques traits dominants de cet essai d'analyse. Tant dans le travail anonyme en foule que dans le travail individuel, le travail universitaire ne fait appel ni à une collaboration entre étudiants ni à un dialogue étudiants-enseignants. L'individualisme règne en maître. Cette conception va à l'encontre de l'évolution des techniques et de la recherche. Le mode de contrôle excessivement individuel n'est que le reflet d'une conception de la sélection des élus dans un régime de libre concurrence. L'université est un moyen d'accession individuel aux couches supérieures de la société.

Seconde caractéristique : la passivité. Passivité dans la réception du cours, sans possibilité critique, passivité dans les devoirs conçus comme de simples répétitions. Cette passivité rejoint l'aspect non créateur du travail étudiant : « Mon boulot ne m'intéresse pas comme il est pratiqué ici ; remuer des idées pour des idées... », « les études actuelles manquent de pratique », « l'étudiant ne crée pas... » (1). Il y a là une utilisation très grave du travail étudiant. L'étudiant se trouve face à l'enseignement en position de consommateur. Il se trouve par ailleurs préparé à devenir un rouage technique dans un système de production dont il ne devra pas essayer de saisir la totalité. Dogmatisme enfin à tous les niveaux. Il n'est jamais question pour l'étudiant de critiquer les méthodes d'enseignement, de remettre en cause les cours qu'on lui dispense. Il y a là une contradiction avec les nécessités de la recherche scientifique qui suppose justement le développement de l'esprit critique. On voit d'autre part les implications de ce dogmatisme sur le plan social.

Les examens

Nous retrouvons notre groupe d'étu-

dants au bout d'une année scolaire passé au moule vraiment imparfait de l'enseignement supérieur. Il leur reste à subir un examen. Son rôle essentiel est la sélection, il suppose un esprit compétitif. Il assume fort mal ses fonctions de contrôle et d'orientation. Il se justifie par la nécessité d'éliminer un certain nombre d'étudiants — c'est un constat de carence de l'enseignement — ensuite par la nécessité d'orienter par l'échec. Les résultats dénoncent le gâchis qui est fait dans l'enseignement supérieur : 80 % d'échecs en première année de Droit à Toulouse, 70 % en Sciences à Clermont, 60 % à Caen en Lettres. Cette fois-ci c'est une véritable hécatombe parmi les étudiants que nous avons suivis. L'enquête de Mme Hautmont précise : « Les étudiants de Sciences et de Lettres sont les plus nombreux à assister aux cours et sont également les plus nombreux à être collés à leurs examens, ce qui confirmerait que l'organisation des études n'est pas très adaptée aux besoins des étudiants. » Quant aux élus, nous pourrions encore, sans noircir le tableau, voir leur nombre s'amenuiser dans la recherche d'un emploi correspondant à leur diplôme.

Face à cette situation, le syndicat envisage des actions, des initiatives et des revendications. Tout d'abord l'élaboration de réformes cohérentes et adaptées pour un enseignement moderne. Ensuite une offensive immédiate sur les méthodes de travail par la mise en place des groupes de travail universitaire et la demande d'un contrôle étudiant.

Action syndicale

Le groupe de travail universitaire tente, pour une part, de faire pièce aux conceptions du travail universitaire que nous avons dénoncées plus haut : passivité, individualisme, dogmatisme. Il doit mener à une initiative plus grande, à une attitude plus active et plus critique de l'étudiant devant sa discipline. Les G.T.U. peuvent réaliser par exemple, avec l'appui du professeur, une rédaction enrichie du cours professoral. Ailleurs le G.T.U. peut élaborer un exposé collectif qui sera l'occasion de l'approfondissement d'une matière d'oral et d'un travail bibliographique. Le travail collectif peut permettre une réflexion critique sur la valeur du cours, sur son contenu et sur les possibilités d'amélioration. Pour avoir un aspect réellement positif les G.T.U. doivent être imprégnés de cet esprit de recherche spécifique de la pédagogie de l'enseignement supérieur. Mais cette nouvelle structure universitaire ne saurait constituer une pana-

cée. Il faut engager de fait et tenter d'institutionnaliser le dialogue avec les enseignants. Concrètement cela peut se traduire par des commissions mixtes se réunissant régulièrement. Au niveau du certificat seraient abordés les problèmes d'horaire, les réflexions des étudiants sur les points difficiles du cours, la coordination des devoirs et des travaux pratiques avec le cours. Au niveau de la licence, on discuterait des méthodes et du contenu de l'enseignement, de son organisation structurelle et de ses dé-

bouchés.

Par l'examen critique en groupe et avec les professeurs de l'enseignement qui nous est dispensé nous aborderons de façon concrète la gestion de l'Université. Ces transformations se traduiront pour le syndicat étudiant par une modification des revendications en maîtres et en locaux en fonction des impératifs pédagogiques dégagés d'une critique intense des méthodes de l'enseignement supérieur. L'étudiant doit prendre en charge ses problèmes, avoir un tra-

vail collectif, critique et créateur. Il sera alors véritablement un travailleur intellectuel.

(1) Propos recueillis par Mme Hautmont : « Habitat et Vie étudiante ».



Le Monde – Numéro spécial U.N.E.F – Vendredi 18 octobre 1963
Numéro spécial, réalisé par l'Union Nationale des Etudiants de France
Pages 1 et 2